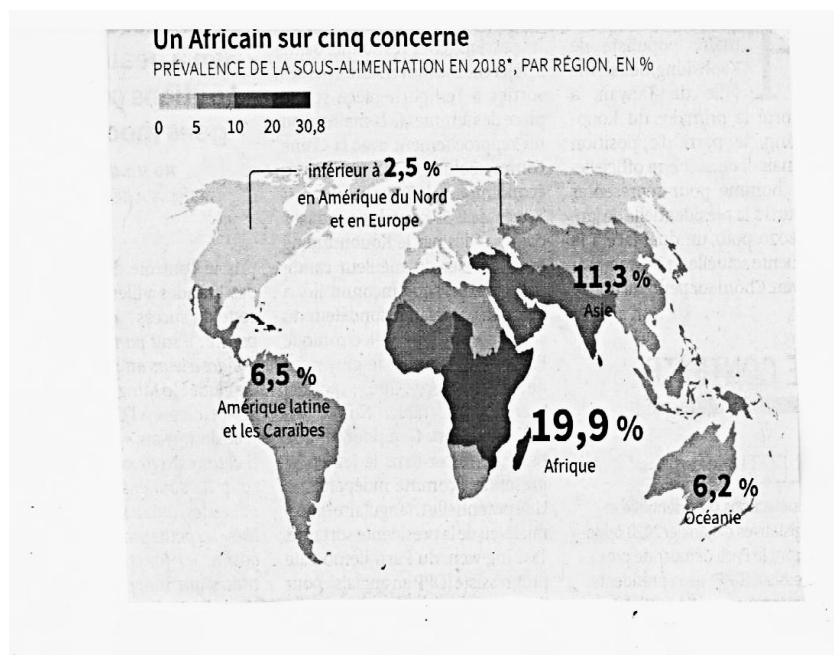


Afrique : le G-7 et la pauvreté

Alors que le G7 sous présidence française, convoqué à Biarritz du samedi 24 au lundi 26 août, doit consacrer une large séquence au développement de l'Afrique, le bilan dressé à longueur de rapports sur la situation du continent reste bloqué sur les retards qu'il ne parvient pas à résorber. Un chiffre suffit souvent à les résumer :

40 % de la population, soit plus de 400 millions de personnes, vit encore en dessous du seuil de l'extrême pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour (1,70 euro) selon les critères internationaux. Des progrès ont été réalisés, mais à un rythme bien plus lent que dans les autres régions en développement, en particulier l'Asie.

Les flamboyantes années de croissance portées à partir des années 2000 par les cours élevés des matières premières ont peu contribué à améliorer le quotidien des plus démunis. «L'extrême pauvreté devient un problème essentiellement africain», résumait la Banque mondiale dans un rapport publié en 2018. L'Afrique sub-saharienne concentrait un quart de l'extrême pauvreté en 1990, la moitié en 2015. Ce chiffre devrait atteindre 90 % en 2030. Soit l'année que se sont fixé les pays signataires des Objectifs de développement durable pour éliminer l'extrême pauvreté...



Pourquoi certains pays semblent-ils condamnés à l'échec ?

Dans un ouvrage paru en 2007 et qui avait fait grand bruit, *The Bottom Billion* (« le milliard des laissés-pour-compte », non traduit, Oxford University Press), Paul Collier, professeur d'économie à l'université d'Oxford, avançait plusieurs raisons : la répétition des conflits, la « malédiction » des matières premières ... Il appelait à une concentration massive de l'aide internationale sur ces pays décrocheurs, recommandait des interventions armées pour mettre un terme aux conflits et l'octroi de préférences commerciales plus généreuses...

Les pays les plus riches consacrent à peine 0,3% de leur richesse nationale à la solidarité envers les plus pauvres

Exonérations fiscales

«Faute de système fiscal capable de lever assez d'argent, il n'y a pas eu en Afrique de politique de redistribution ou de protection sociale comme il en existe en Amérique latine ou en Asie», rappelle François Bourguignon, professeur émérite à l'École d'économie de Paris et ancien économiste en chef de la Banque mondiale. Dans son rapport consacré aux inégalités dans les pays du Sahel publié en juillet, l'ONG Oxfam déplorait aussi le manque à gagner que constituent **les exonérations fiscales accordées aux entreprises – le plus souvent étrangères du secteur extractif.**

Au Mali, ces exemptions représentent 11% du budget, soit 3,5 fois celui de l'éducation. **Au Niger**, les recettes tirées de la production d'uranium, dont le pays est le quatrième producteur mondial, « ne contribuent qu'à hauteur de 4 % à 6 % du budget national, pendant que l'aide au développement en représente près de 40 %», détaillait l'ONG. Avec pour corollaire une dépendance persistante à l'égard de pays donateurs.

Depuis que des dirigeants africains ont été invités à prendre part au G8 de Gênes, en 2001, combien de fois leur a-t-il été annoncé que les pays les plus riches de la planète se mettraient en règle avec l'engagement, vieux de plus de quarante ans, de consacrer 0,7 % de leur richesse nationale à la solidarité envers les plus pauvres? Le seuil des 0,3 % est à peine franchi.

En 2018, l'aide publique bilatérale accordée par les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'Afrique a baissé de 4 %, pour atteindre 29,7 milliards de dollars. «Moins d'aide va aux pays les moins avancés et aux pays africains, où elle est le plus nécessaire. C'est inquiétant», avait commenté Susanna Moorehead, la présidente du comité d'aide au développement de l'OCDE.

« L'écho médiatique donné à des réunions comme le G7 laisse penser que l'Afrique est sous perfusion. Ce qui est parfaitement faux. L'argent que la diaspora africaine en voie sur le continent est bien supérieur à l'aide. Ce sont d'abord les Africains qui aident les Africains», corrige l'économiste sénégalais Felwine Sarr. S'il existe une « fatigue de l'aide » que mettent souvent en avant les donateurs pour justifier le niveau de leurs engagements, elle est aussi partagée par certains bénéficiaires, lassés des prescriptions rédigées dans les capitales occidentales.

Laurence Caramel – extraits du journal « Le Monde » 24 août 2019, p. 4

La sous-alimentation en augmentation depuis 2015

